

# HUMANITAIRE: L'ambassade de Chine au Mali fait des dons alimentaires au village de Gombala

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

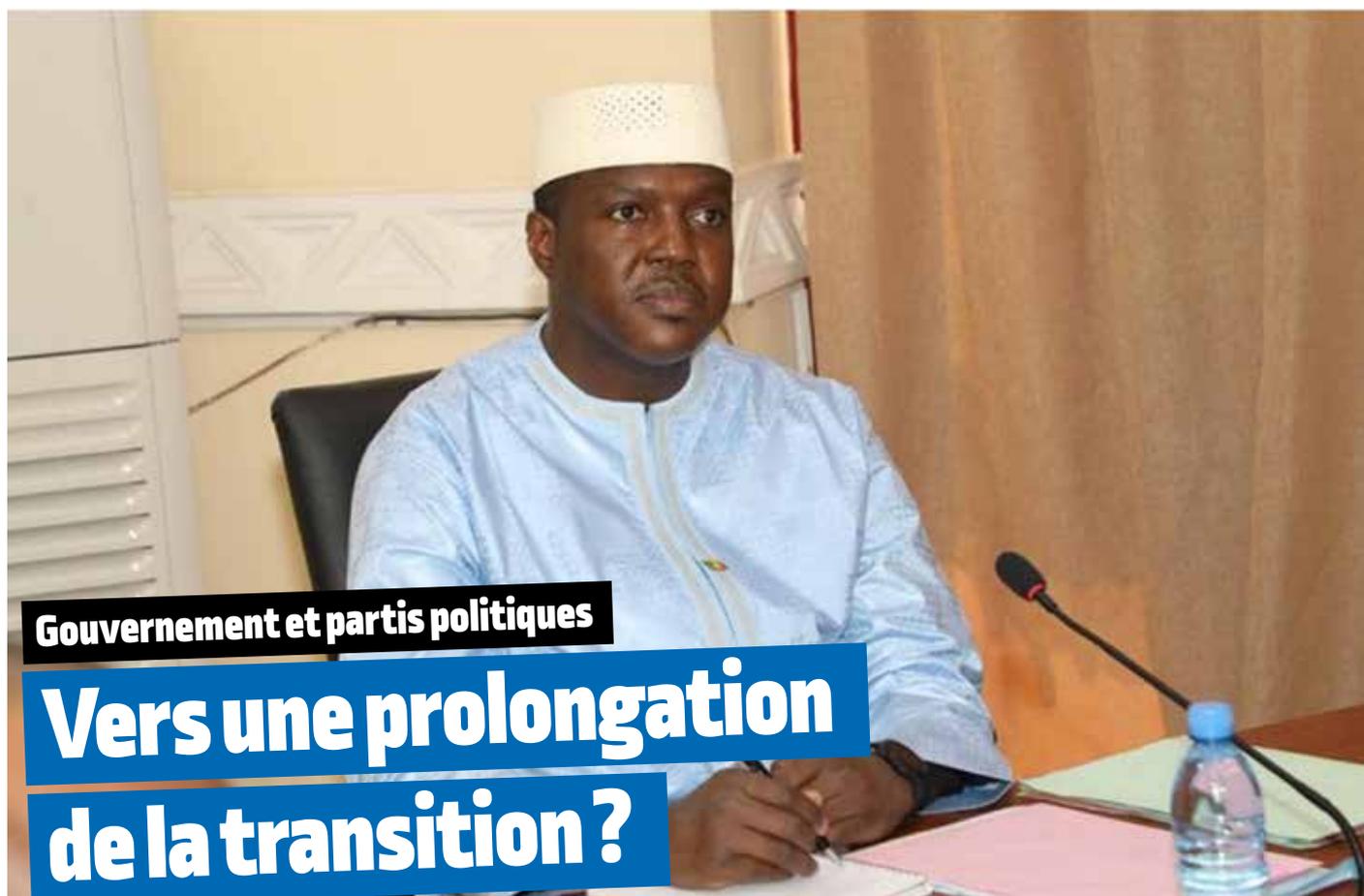
JEUDI 10 AOUT 2023

# 1402

# Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Gouvernement et partis politiques

## Vers une prolongation de la transition ?



Attaque terroriste à Bandiagara : Le centre du Mali continue de subir le martyr



Justice : Issiaka Sidibé et Mamoutou Touré, dit "Baveux", sous mandat de dépôt



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**15** Juillet  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**23**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**637 730** Vaccinations incomplètes

**4 197 426** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33 151**

**Guéris**

**32 332**

**Décès**

**743**

dont 00 fait l'objet  
d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.17



P.22



## UNE

Gouvernement et partis politiques : Vers une prolongation de la transition ?

P.5

## BREVES

OCLEI/CNPM : Le Président de l'OCLE en visite au Conseil national du patronat du Mali  
 Le Mali face à la corruption : La réalité des arguments culturalistes de l'écrivain Moussa Konaté sur la source de la corruption  
 UNESCO : Un ministre malien à paris  
 Session extraordinaire du CNT : La relecture du code minier au rôle  
 Coup d'état au Niger : Le Burkina Faso et le Mali appellent l'UA et l'ONU à empêcher une intervention militaire contre le pays  
 Crise nigérienne : Le M5-RFP Mali Kura prône le dialogue pour résoudre la crise

P. 10

P. 10

P. 11

P. 11

P. 12

P. 12

## ACTUALITES

Justice : Issiaka Sidibé et Mamoutou Touré, dit "Baveux", sous mandat de dépôt  
 Attaque terroriste à Bandiagara : Le centre du Mali continue de subir le martyr  
 Projet Paix par la Santé : Partage d'expériences entre les quatre districts d'intervention  
 La dernière remise des lots aux gagnants de la Tombola : Canal+ Mali fait plaisir à ses abonnés !

P. 15

P. 16

P. 17

P. 18

## POLITIQUE

HUMANITAIRE : L'ambassade de Chine au Mali fait des dons alimentaires au village de Gombala  
 Lettre à grand-père : Les trois pierres angulaires d'un état

P. 20

P. 22

## CULTURE ET SOCIETE

COMMUNE 4 DU DISTRICT : Le Kilimandjaro se vide, la population s'indigne

P. 23

## INTERNATIONAL

Au Niger : La junte est portée par la colère contre une « démocratie malade »  
 Sénégal : L'insubmersible Ousmane Sonko dans un état dégradant

P. 24

P. 27

## SPORT

Invalidation de la candidature de Salaha Baby : Manœuvre politique

P. 28

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

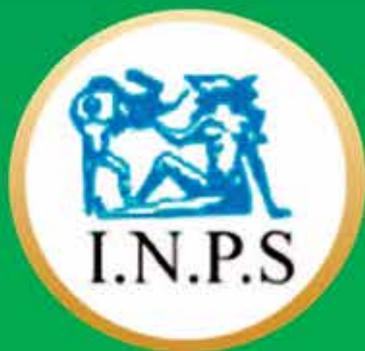
• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:** .....

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Moini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



# LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

## Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



## INPS Au service des assurés sociaux

**Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités**



## Gouvernement et partis politiques

### Vers une prolongation de la transition ?

Le ministre d'état ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye Maïga, a présidé hier mardi 08 août une réunion importante entre le gouvernement de la transition et les partis politiques. L'objectif central de cette rencontre cruciale était de discuter de la prolongation potentielle de la période de transition politique ainsi que de réexaminer le chronogramme initial prévu pour cette phase transitoire.

Depuis le début de la transition politique au Mali, initiée suite à un coup d'État ayant renversé l'ancien régime, la question de la durée de cette période a suscité de nombreuses discussions et débats. Initialement fixée à

trois mois, la période de transition pourrait désormais être étendue à 18 mois, selon des sources proches du gouvernement.

Cette proposition de prolongation vise à permettre une transition politique plus stable et inclusive, offrant ainsi aux autorités intérimaires le temps nécessaire pour mener à bien des réformes structurelles, rétablir la sécurité intérieure et organiser des élections crédibles et transparentes. Les défis auxquels fait face le Mali sont nombreux et complexes, allant de la sécurité et de la stabilité aux questions économiques et sociales.

Lors de la réunion, le Colonel Abdoulaye Maïga a souligné l'importance d'un dialogue

continu et constructif entre le gouvernement, les partis politiques et la société civile pour garantir une transition réussie. Il a également invité les différents acteurs à travailler ensemble pour trouver un consensus sur la durée de la transition et sur les étapes à suivre pour mener à bien ce processus.

Les partis politiques ont exprimé des opinions variées quant à la prolongation de la période de transition. Certains ont salué l'idée d'une extension plus longue, affirmant que cela permettrait d'apporter des changements durables au pays et de répondre aux préoccupations profondes de la population. D'autres, cependant, ont exprimé leur inquiétude quant à la prolongation, soulignant la



nécessité d'un retour rapide à un gouvernement civil élu.

Il est à noter que cette proposition de prolongation doit encore être discutée plus en détail et évaluée par toutes les parties prenantes concernées. Une décision finale sera prise après des consultations plus approfondies et des délibérations constructives. La réunion du cadre de concertation entre le gouvernement et les partis politiques au Mali est un moment crucial dans le processus de transition en cours dans le pays. L'une des questions discutées lors de cette réunion est la prolongation de la période de transition à 18 mois. Cette proposition suscite un débat animé, ce qui reflète la complexité des enjeux auxquels le Mali est confronté. La prolongation de la transition à 18 mois est une mesure envisagée pour permettre une période plus longue de consolidation des réformes nécessaires à la stabilité, à la démocratie et à la prospérité du pays. Cette décision vise à assurer une transition plus solide et à donner suffisamment de temps aux acteurs politiques pour mettre en œuvre les changements nécessaires.

Cependant, cette proposition suscite également des appréhensions et des inquiétudes. Certains craignent que cette prolongation ne

soit utilisée par certains acteurs politiques pour consolider leur pouvoir et retarder la tenue d'élections démocratiques. Il est donc essentiel que cette période de transition prolongée soit utilisée de manière constructive et transparente, dans le respect des principes démocratiques et des aspirations du peuple malien.

L'avenir politique du Mali repose en grande partie sur la capacité des acteurs politiques à trouver un terrain d'entente et à travailler ensemble pour une transition réussie. Il

est crucial que toutes les parties prenantes s'engagent de manière sincère et constructive dans ce processus, en mettant de côté leurs intérêts personnels au profit de l'intérêt général.

La transition vers la stabilité, la démocratie et la prospérité ne sera pas facile, mais avec une volonté politique et un engagement sincère, il est possible de surmonter les défis auxquels le Mali est confronté. Les discussions en cours à Bamako sont une étape importante dans ce processus, et il est essentiel que toutes les voix soient entendues et que toutes les parties prenantes aient la possibilité de contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour le Mali.

La prolongation de la période de transition à 18 mois au Mali suscite un débat animé, reflétant la complexité des enjeux auxquels le pays est confronté. Il est crucial que les acteurs politiques trouvent un terrain d'entente et travaillent ensemble pour une transition réussie vers la stabilité, la démocratie et la prospérité. La voie à suivre nécessitera un engagement sincère et une volonté politique de toutes les parties prenantes.

■ **Moctar Sow**



## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a appris, avec surprise, par voie de presse que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français a classé le Mali en zone rouge au motif de supposées « fortes tensions régionales ».

Dans la même foulée, les Services de l'Ambassade de France à Bamako ont suspendu la délivrance des visas et fermé le centre de visas et le centre d'appels « Capago ».

En application de la réciprocité, le Ministère suspend, jusqu'à nouvel ordre, la délivrance de visas aux ressortissants français par les services diplomatiques et consulaires du Mali en France.



## ■ Emounah Aïssa



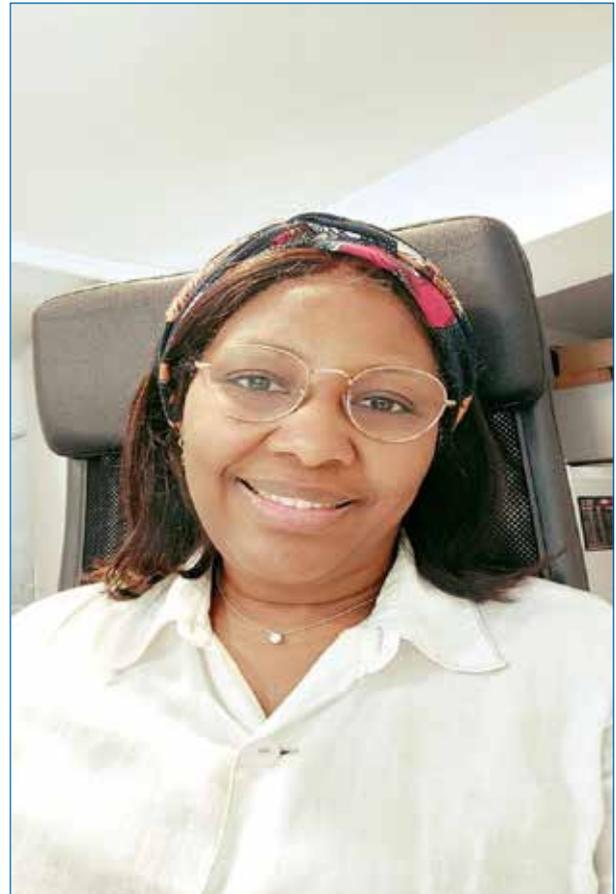
Rester humble vous rendra meilleur

Les leaders qui sous-estiment leur propre compétence sont généralement considérés comme les plus efficaces. Probablement parce que ces dirigeants cherchent toujours à être meilleurs.

D'autre part, les leaders qui surestiment leur propre compétence sont généralement jugés les moins efficaces par des supérieurs, des pairs et subordonnés. Souvent, nous sommes tellement préoccupés par le fait de gagner un argument, de marquer un point, d'avoir raison et de corriger les autres que nous oublions de les écouter et laisser les choses sans importance nous discréditer.

Les bons leaders savent comment tirer le meilleur parti des gens. Lorsque les choses vont mal, les leaders humbles admettent leurs erreurs et en prennent la responsabilité. Lorsque les choses vont bien, ils braquent les projecteurs sur les autres.

Soyez de bons leaders mes entrepreneurs. Bonne journée !!!



## ■ Issa Kaba



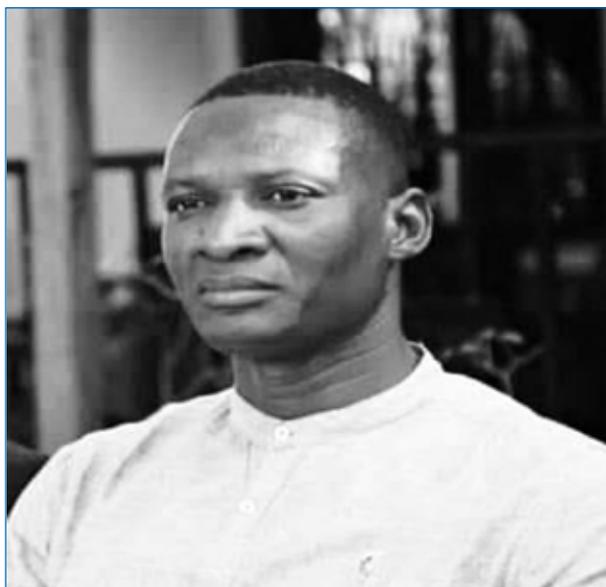
Depuis plus de 20 ans que nous nous connaissons, tu as été l'un des premiers jeunes de notre quartier à avoir la chance de travailler dans une radio (Radio Kaïra). Tu étais une grande star pour tous, et tu savais aussi jouer au football, pour le Danaya FC et enseigner à l'école privée MARLIDEM (l'école des enfants des riches à l'époque). Tu as toujours su t'investir pour Kalaban Coura, et tes initiatives en faveur de ton village, Nampasso, resteront dans les mémoires. Tu as fondé l'association des ressortissants de Nampasso, et tu as organisé le festival de Nampasso. Tu as été directeur de la Radio Nassiraoul de Salif Keita et tu as réussi à en faire une des meilleures fréquences de la capitale.

Tu as aussi été formateur des hommes de radio et administrateur de la Radio Baoule.

Tu étais l'un de ces grands frères qui m'appelaient pour me réprimander quand j'écrivais des choses sur Facebook ou lorsque je faisais des erreurs à l'antenne. Ton départ est une grande perte pour Nampasso, Kalaban Coura et la presse.

Ton frère Sidiki, tes épouses et tes enfants avaient encore tel-

lement besoin de toi, et les jeunes hommes de radio avaient tellement besoin de toi. Va en paix, Koro Yascoul Kolonel Yas Coul.



## Cheikh Akim Allansary



Le cercle de #Diré dans la région de #Tombouctou\_Mali  
Premier producteur de blé au Mali.  
À savoir !

## UN Mali Uni Et Prospère



#L'or du Mali# Le Mali passe de 10% à 35%.  
Nouveau code minier.  
Sa Majesté

## MALI foot/média



Une AG extraordinaire avant le 29 août.  
Qui va remplacer Bavieux ?

## MALI TV



Au centre du pays, ça ne va pas

## Mamadou Togola



#Bandiagara, ce drame humain !

## Abdoulaye Diop



J'ai procédé ce mercredi 09 août 2023 à l'Ambassade de la République de Côte d'Ivoire au Mali, à la signature du livre de condoléances suite au rappel à Dieu de Son Excellence Monsieur Henri Konan BÉDIÉ, Ancien Président de la République de Côte d'Ivoire.

En cette douloureuse circonstance, je présente, au nom de Son Excellence Le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, à Son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, au Peuple Frère ivoirien ainsi qu'à la famille biologique et politique durement éprouvée du défunt, notre profonde compassion et nos condoléances les plus attristées.



## Yeah Samake



PARTIS POLITIQUES DE TOUT LE PAYS UNISSONS  
POUR SAUVER LA DOMOCRATIE AU #MALI  
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

## LE RÉSUMÉ



Déjeuner de travail offert aux membres de la Fédération de fonctionnaires à la retraite : Une conviviale concertation de la CMSS avec la FNAR. Fidèle à la tradition, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale a réuni autour d'un déjeuner de travail les membres de la Fédération Nationale des Retraités du Mali (FNAR). Cette rencontre avait pour entre autres objectifs de faire le point sur le récent contrôle physique et de s'enquérir des difficultés auxquelles les retraités font dans la perception de leur pension. Félicitant la CMSS pour avoir créé cette atmosphère conviviale, le Président de la FNAR, Seydou Monzon TRAORE, a remercié le Directeur Général pour la réussite du contrôle physique. Il a saisi l'occasion pour poser quelques doléances qui nécessitent

l'appui matériel et financier de la CMSS. Parmi ces doléances figure le problème de siège de la Fédération et l'acheminement des courriers de la FNAR.

Tout en remerciant les fonctionnaires retraités qui durant leur vie active se sont donnés corps et âme pour servir avec abnégation et loyauté, le Directeur Général de la CMSS, Ichaka KONE, a rassuré la FNAR de son accompagnement constant et de son engagement à les servir. « Toutes les dispositions seront prises pour prendre en charge les préoccupations posées » a-t-il affirmé.

Dans la même foulée, le Directeur Général adjoint et président de la commission contrôle physique a procédé à une présentation sur la situation du contrôle physique. Il ressort de son exposé que sur un total de 70 000 pensionnés, 50 000 ont été recensés. Pour les 20. 000 restants, des dispositions ont été prises afin de minimiser les cas de fraudes. La poursuite du contrôle pour les retardataires ne se fera qu'avec un numéro d'identification NINA ou Biométrique uniquement. Seuls les pensionnés recensés se verront leur pension payée désormais. Il a saisi cette occasion pour souligner l'apport combien inestimable de la FNAR dans la campagne de sensibilisation pour informer les retraités.



## KONATE Malick



Les individus mal élevés et mal éduqués qui s'invitent dans nos échanges n'ont aucune notion d'éducation en tête. La seule chose qu'ils ont apprise à l'école, c'est de jeter des insultes à leurs interlocuteurs sans aucun argument à leur opposer. Ces individus sont des déchets toxiques et devraient être jetés à la poubelle.



**Serge Daniel** @serge... · 1 h  
**#Mali-Justice-Assemblée N-(Suite)**  
 Un contrôleur Fi, (AK) , 1 comptable ( DT) et 1 Haut responsable du CNT également inculpés et mis sous mandat de dépôt, pour "atteinte aux biens publics". Demande de levée de l'immunité d'un membre du CNT qui serait impliqué dans le même dossier.

## Housseyne Ag Issa



**#Sahel #Niger** Les médias internationaux diffusent des informations inexactes selon lesquelles "le chef de l'opposition politique au Niger annonce une nouvelle alliance pour ramener #Bazoum au pouvoir". Il s'agit d'un ex rebelle, ministre dans le gouvernement du président déchu Mohamed Bazoum, c'est celui qui a annoncé cette alliance.

## Fatoumata YARANANGORE



Dites moi un peu, ce sont des djihadistes ? Si oui, la question que je me pose, comment ils arrivent à se procurer tout cet arsenal ? **#Mali #Niger #Niger-Coup #BurkinaFaso**



## OCLEI/CNPM : Le Président de l'OCLEI en visite au Conseil national du patronat du Mali



**A** la tête d'une délégation, le Président de l'OCLEI a rendu une visite de courtoisie au bureau du Conseil national du Patronat du Mali, le lundi 07 juillet 2023. Moumouni Guindo et Mossadeck Bally, Président du CNPM, ont eu un tête-à-tête en privé avant les échanges entre la délégation de l'OCLEI et le bureau du CNPM.

A l'occasion, le Président Guindo a largement expliqué l'OCLEI dans son organisation, attributions, mission et fonctionnement.

Le Président Guindo a insisté sur le travail de prévention que mène l'OCLEI dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Il a aussi édifié ses interlocuteurs sur le travail de coopération et de collaboration que mène l'OCLEI ici au Mali et dans le monde, sans oublier les études initiées par ses soins pour une meilleure approche dans la lutte contre le phénomène.

Les deux parties ont échangé sur la procédure d'enquête de l'OCLEI, la suite réservée aux dossiers par la justice, la collaboration avec les structures similaires de notre pays, la jeunesse face aux pratiques corruptives, etc. A ces différentes interrogations, la délégation de l'OCLEI a donné des réponses satisfaisantes.

A l'issue des échanges, c'est un bureau du CNPM très satisfait qui a donné au revoir à la délégation de l'OCLEI avec l'espérance de contribuer à sensibiliser les citoyens, surtout ceux du monde des affaires, sur la nécessité de lutter contre la corruption et l'enrichissement illicite dans notre pays.

OCLEI

## Le Mali face à la corruption : La réalité des arguments culturalistes de l'écrivain Moussa Konaté sur la source de la corruption



**P**our les résumer à grands traits, le développement problématique du continent noir s'expliquerait assez largement par l'interaction entre histoire et culture : « le noir africain d'aujourd'hui est le produit de sociétés traumatisées par leur histoire récente », estime Moussa Konaté.

En refusant d'aider sa famille, un fonctionnaire consciencieux mettrait en cause la sacro-sainte solidarité. Peu à peu, on a donc assisté à une forme de privatisation de la fonction publique, qui aujourd'hui n'est plus d'abord au service du citoyen, mais à celui de la famille, du groupe auquel appartiennent les fonctionnaires. Ces pratiques auraient en quelque sorte légitimé la corruption, car c'est bien la famille qui soutient celle-ci. Le sens de l'honneur (répondre aux attentes sociales et familiales) peut aller ici à l'encontre de l'intégrité professionnelle. Le parasitisme familial ou social : ceux qui ont un emploi ou sont fortunés

subissent une forte pression familiale ou parfois même tribale; ils se doivent de partager leur salaire, au risque de sacrifier l'avenir de leur entreprise ou de leurs enfants. Cette dérive de la solidarité a pour effet d'étouffer les initiatives économiques individuelles, d'encourager la corruption ou d'entretenir sous perfusion une partie de la population inactives au détriment de ses éléments les plus dynamiques.

L'Inter de Bamako

# malikile.com

LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



## UNESCO : Un ministre malien à paris



**P**our prendre part à la 42e session de la conférence générale de l'UNESCO à Paris, une rencontre préparatoire s'est tenue, ce mardi 8 août 2023, au centre national des ressources de l'éducation non formelle. La cérémonie d'ouverture était présidée par le ministre de l'éducation nationale, le Dr Amadou Sy Savané, en présence de plusieurs membres du cabinet élargi et des représentants d'autres départements et structures.

Organisée par la Commission nationale pour l'UNESCO et l'ICESO, sous la houlette de sa Secrétaire générale, Pr DIALLO Kadia MAIGA, cinq sous-commissions travailleront pour l'élaboration et l'adoption d'un rapport partiel durant trois jours (du 8 au 10 août 2023).

Au cours des travaux, le Représentant-résident du Bureau UNESCO de Bamako, Edmond Mounkala, est revenu sur l'importance des travaux des sous-commissions à la participation du Mali à la 42e session de la conférence générale de l'UNESCO, à Paris.

Quant au ministre Amadou SY SAVANÉ, il a soutenu que la participation du Mali à ce rendez-vous prouvait à suffisance l'importance capitale dans ses relations avec l'UNESCO. Il a révélé que la qualité de la coopération entre son département et l'organisation onusienne dans les différents domaines reposait sur l'éducation, les sciences, la culture, la communication ; etc.

Dans son propos, le ministre Amadou SY SAVANÉ a déclaré ceci : « nous acteurs et partisans des idéaux défendus par l'UNESCO, avons l'obligation de mettre en synergie l'intelligence nécessaire pour contribuer à lutter contre le terrorisme et les autres formes de violence ».

Le Chef du département l'Éducation nationale a sollicité toutes les couches à promouvoir l'éducation, la formation et la sensibilisation, la technologie, la science et l'innovation ainsi que les moteurs de développement.

Enfin, le ministre Amadou SY SAVANÉ a espéré qu'à l'issue de la rencontre préparatoire, les commentaires, les suggestions et les observations permettraient d'élaborer un guide précieux pour les délégués qui représenteront notre pays à la 42e session de la conférence générale de l'UNESCO à Paris».

Par SABA BALLO  
Info Matin

## Session extraordinaire du CNT : La relecture du code minier au rôle



**La session extraordinaire du conseil national de transition (CNT) convoquée par le gouvernement s'ouvre ce matin avec au programme la délibération sur des projets de loi, dont celui sur de la relecture du code minier.**

**L**e Conseil national de la Transition (CNT) doit délibérer sur une dizaine de projets de loi lors de sa session extraordinaire qui s'ouvre ce mardi matin sur convocation du gouvernement de la transition. L'un des projets phares attendus est celui sur le code minier qui s'inscrit en droite ligne des conclusions de l'audit sur ledit secteur mené par Iventus-Mazars pendant quatre mois. Ce document, selon plusieurs sources, relève plusieurs manquements et violations dans l'exploitation des mines dans notre pays.

« L'État s'est retrouvé dans beaucoup de pistes où la loi n'a pas été appliquée. L'urgence, est le rapatriement des devises d'exportation de l'or », avait indiqué le coordinateur de Iventus-Mazars, Mamou TOURE. L'audit a concerné les 15 mines d'or en activité au Mali. Il en ressort que beaucoup reste à faire. Et dans son rapport, l'équipe a recommandé notamment la relecture du code minier ou encore de revoir la durée des contrats miniers.

D'ailleurs, plusieurs organisations de la société civile et des partis politiques ont demandé à la transition de rendre public le contenu dudit rapport.

Cet audit est intervenu après que le gouvernement ait décidé de la création d'une société de recherche et d'exploitation minière du Mali qui aura pour objectif le développement de nouvelles mines dans le pays, afin d'accroître les revenus que l'État tire de ses ressources minérales. Outre cette relecture, le CNT doit examiner, entre autres, le projet relatif au contenu local ; le projet sur la création de l'école nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée ; le texte régissant la circulation routière ; le texte sur la création de l'Office des produits agricoles du Mali ; le texte sur la création de l'Institut national de recherche sur la Médecine et la Pharmacopée traditionnelles ; le texte sur la création du Centre national de recherche et d'expérimentation en bâtiments et travaux publics ; le texte portant modification du code général des impôts et enfin le projet sur le Livre des procédures fiscales.

PAR SB  
Info Matin

## Coup d'état au Niger : Le Burkina Faso et le Mali appellent l'UA et l'ONU à empêcher une intervention militaire contre le pays



Les gouvernements de transition du Burkina Faso et du Mali ont appelé mardi, dans une lettre conjointe, le conseil de paix de l'union Africaine (UA) et le Conseil de Sécurité de l'ONU, à travailler à empêcher une intervention militaire de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) contre la junte au niger.

Les gouvernements de transition du Burkina Faso et de la République du Mali en appellent à la responsabilité principale du Conseil de sécurité de l'ONU garante de la paix et de la sécurité internationale, pour empêcher, par tous les moyens à sa disposition, une action armée contre un Etat souverain (le Niger) dont l'ampleur des conséquences serait imprévisible", ont écrit dans une lettre commune les ministres des Affaires étrangères du Burkina Faso et du Mali. Les ministres Olivia Rouamba et Abdoulaye Diop qui ont adressé la même lettre au président du Conseil de paix de l'UA disent compter sur la "sagesse" de l'ONU et de l'UA pour éviter, "outre la dégradation de la situation sécuritaire avec la multiplication et la propagation des groupes terroristes, un drame humanitaire, qui s'ajouterait aux difficultés d'une population en attente légitime d'un soutien pour faire face aux nombreux défis auxquelles elle est confrontée". Le Burkina Faso et le Mali, deux pays d'Afrique de l'Ouest dirigés par des militaires, ont déjà averti que toute intervention militaire au Niger s'assimilerait à une déclaration de guerre à leur encontre et entraînerait leur retrait de la CEDEAO et l'adoption de mesures d'autodéfense en soutien aux forces armées et au peuple du Niger.

peopledaily.com

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

## Crise nigérienne : Le M5-RFP Mali Kura prône le dialogue pour résoudre la crise



Depuis le renversement du pouvoir du président Mohamed Bazoum par les militaires le 26 juillet 2023, le Niger traverse une période de crise. Dans ce contexte, le Mouvement du 05 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques Mali Kura (M5-RFP Mali Kura) a pris position en faveur d'un consensus entre les militaires et le président déchu, en appelant à des démarches internes et au dialogue pour résoudre la crise. Dans un communiqué public, le M5-RFP Mali Kura demande que la situation au Niger soit gérée de manière pacifique. Modibo Sidibé, président du regroupement politique, affirme que le comité stratégique du M5-RFP Mali Kura appelle les communautés régionales et continentales à soutenir les démarches internes de résolution de la crise et à favoriser le dialogue. L'objectif est de parvenir à un rétablissement de l'ordre constitutionnel au Niger.

### Solidarité et appel à la recherche de solutions politiques internes

Le comité stratégique du M5-RFP exprime sa solidarité envers le peuple nigérien et encourage les Nigériens à rechercher des solutions politiques internes pour sortir de cette crise difficile. Le regroupement politique condamne fermement le coup d'État survenu le 26 juillet et impliquant un groupe d'officiers de la garde présidentielle qui a arrêté le président Mohamed Bazoum et suspendu la constitution nigérienne. Le président Sidibé souligne que cette tentative de coup d'État a été soutenue par la hiérarchie militaire.

### La position du Mali et la recherche d'une issue favorable

Le comité stratégique du M5-RFP Mali Kura appelle également les autorités maliennes à s'engager dans la recherche d'une issue favorable à la crise. Il souhaite que le Mali s'inscrive dans la dynamique de dialogue et de résolution pacifique prônée par le M5-RFP Mali Kura.

Dans le contexte de la crise nigérienne, le M5-RFP Mali Kura met en avant l'importance du dialogue et des démarches internes pour parvenir à une résolution pacifique. Le regroupement politique exprime sa solidarité envers le peuple nigérien et appelle à la recherche de solutions politiques internes pour sortir de cette crise difficile. Le M5-RFP Mali Kura espère que les autorités maliennes s'engageront également dans cette voie pour contribuer à une issue favorable à la crise.

Moctar Sow

# Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

## REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

## CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

## COURS ET ATELIERS:

### 24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

### ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

**Cours de langue:** maximum 15 élèves par classe

**Activités:** grand choix parmi la liste ci-dessous

## LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

**2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.**

**Excursions possibles:** Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

## ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

**VOYAGE:** Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



**Dates**  
Séjours 2023  
Du 1<sup>er</sup> au 14 Août  
ou  
Du 14 au 27 Août

**Tarifs:**  
**2 000 000 FCFA**  
Frais d'Inscription :  
**300 000 FCFA**

**Séjour**  
**Exceptionnel**  
**à Dakar pour**  
**les formalités**  
**de visas en**  
**Juillet 2023**

MADE IN  
**BRITAIN**





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

**Article 6:** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

# Justice : Issiaka Sidibé et Mamoutou Touré, dit "Baveux", sous mandat de dépôt

Une nouvelle étape dans la lutte contre la corruption a été lancée au Mali avec l'incarcération de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Issiaka Sidibé, et de son ancien directeur financier, Mamoutou Touré, également connu sous le nom de "Baveux". Les deux hauts fonctionnaires ont été placés en détention le mercredi 9 août 2023 et sont accusés de détournement de fonds publics. Parallèlement, l'honorable Mamadou Diarrassouba du Conseil National de la Transition Malienne (CNT) échappe à cette mesure judiciaire en raison de son immunité parlementaire, accordée en vertu de l'Article 62.

L'immunité parlementaire est un principe constitutionnel qui protège les membres de l'Assemblée nationale et du CNT contre des poursuites judiciaires liées à leurs opinions ou votes exprimés dans le cadre de leurs fonctions. Cette immunité couvre différentes situations, y compris les périodes de sessions parlementaires, durant lesquelles aucune arrestation ne peut être effectuée sans l'autorisation de l'Assemblée ou du CNT, sauf en cas de flagrant délit. En dehors des sessions, toute arrestation nécessite l'approbation du bureau de l'Assemblée ou du CNT, à moins qu'il ne s'agisse d'un flagrant délit, de poursuites autorisées ou d'une condamnation définitive.

La suspension de la détention ou des poursuites à l'encontre d'un membre parlementaire peut être demandée si l'Assemblée nationale ou le CNT en font la demande. Actuellement, le Conseil National de Transition du Mali est en session extraordinaire pour

examiner des questions cruciales, telles que le Code Minier et la promotion de l'exploitation minière responsable, ainsi que d'autres codes législatifs, notamment la création de l'École nationale de l'administration pénitentiaire et de l'Éducation surveillée, et des lois relatives à la circulation routière.

La procédure judiciaire en cours a été initiée suite à des allégations de corruption visant Issiaka Sidibé, ancien président de l'Assemblée nationale sous l'ancien régime d'Ibrahim Boubacar Keïta. Il est également le beau-père de Karim Keïta, fils de l'ancien président. Les enquêtes portent sur la période allant de 2013 à 2020 et visent à examiner la gestion des dépenses de l'hémicycle pendant cette période. Mamadou Diarrassouba, ancien questeur de l'Assemblée nationale et membre actuel du CNT, ainsi que Mamoutou Touré, ancien comptable et actuel président de la Fédération Malienne de Football, sont également impliqués dans cette affaire.

Assainissement du Secteur Judiciaire au Mali : Ancien Président de l'Assemblée Nationale et Directeur Financier en Mandat de Dépôt. L'affaire concernant Bavioux Touré et sa candidature pour un second mandat à la tête de la Fédération Malienne de Football pourrait potentiellement avoir des conséquences sur son élection. La justice malienne cherche à élucider les soupçons de corruption et de détournement de fonds publics, dans le but de nettoyer le secteur et de lutter contre les crimes financiers.

Le Ministre de la Justice, Mamadou Kasogué, est chargé de la réforme du secteur



judiciaire depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Assimi Goïta. Il mène cette action avec détermination, en conformité avec les directives émises par les plus hautes autorités de la transition. Ces mesures reflètent l'engagement du Mali à établir un système de justice équitable et à tenir responsables tous ceux qui sont impliqués dans des actes de corruption et de détournement de fonds publics.

L'enquête en cours vise à examiner la gestion des dépenses publiques, notamment les agissements de l'ancien Président de l'Assemblée Nationale et du Directeur Financier. L'objectif est de faire toute la lumière sur d'éventuelles malversations et de prendre les mesures nécessaires pour sanctionner les responsables.

Il est important de souligner que cette enquête s'inscrit dans le cadre d'une volonté de transparence et de lutte contre la corruption au Mali. L'objectif est de rétablir la confiance dans les institutions du pays et de garantir un système de gouvernance plus sain et équitable.

Il convient de laisser la justice suivre son cours et de permettre à l'enquête d'être menée de manière objective et impartiale. Les résultats de cette enquête auront probablement des répercussions sur le paysage politique et sportif malien, notamment en ce qui concerne l'élection de Bavioux Touré à la tête de la Fédération Malienne de Football.

■ Moctar Sow

# Attaque terroriste à Bandiagara : Le centre du Mali continue de subir le martyr



Le village de Bodio, situé à quelques kilomètres de la ville de Bandiagara, a récemment été victime d'une attaque terroriste. Cette attaque, qui a eu lieu du samedi 5 au dimanche 6 août 2023, a causé la mort de 17 personnes et de nombreux blessés. Les assaillants ont pillé le village avant que ses habitants ne fuient vers des localités plus sécurisées. Cette attaque s'inscrit dans une série d'attaques similaires qui ont touché les villages périphériques de Bandiagara au cours des deux derniers mois. Dans cet article, nous examinerons de plus près les événements tragiques à Bodio et soulignerons l'urgence de mesures pour protéger la population.

Le samedi 5 août 2023, vers 17 heures, des centaines de terroristes lourdement armés ont envahi le village de Bodio. Ils ont perpétré des actes de violence extrême, assassinant au moins 17 personnes, dont le chef du village. Les habitants témoignent que les assaillants ont pillé le village avant de l'incendier. Ces actes barbares ont plongé les survivants, notamment les enfants, les

femmes et les personnes âgées, dans un profond désespoir.

Une des préoccupations majeures réside dans le fait que les forces armées maliennes n'ont pas répondu à l'appel à l'aide des habitants de Bodio avant le lendemain de l'attaque. Pendant ces heures critiques, les survivants ont été livrés à eux-mêmes, sans protection ni assistance. Finalement, confrontés à l'insécurité persistante, ils ont été contraints de fuir vers des localités plus sûres.

Malheureusement, l'attaque de Bodio n'est pas un cas isolé. Au cours des deux derniers mois, plusieurs villages périphériques de Bandiagara, tels que Ouo, Parou et Mounabondo, ont également été la cible d'attaques terroristes similaires. Cette escalade de la violence terroriste dans la région a suscité une profonde inquiétude parmi la population de Bandiagara.

Face à cette situation préoccupante, il est impératif que les autorités prennent des mesures urgentes pour garantir la sécurité de

la population. Il est essentiel d'accroître la présence des forces armées dans la région et de renforcer les mesures de sécurité pour prévenir de nouvelles attaques terroristes. De plus, il est crucial de mettre en place des stratégies de protection des civils et d'apporter un soutien adéquat aux populations déplacées.

L'attaque terroriste à Bodio, dans le centre du Mali, a engendré de nombreuses pertes humaines et a forcé les habitants à fuir leur village. Cette attaque s'inscrit dans une série d'attaques similaires qui ont frappé les villages périphériques de Bandiagara au cours des derniers mois. Les autorités doivent prendre des mesures urgentes pour protéger la population et mettre fin à cette escalade de la violence terroriste. La sécurité des civils doit être une priorité absolue afin d'assurer la stabilité et le bien-être de la région.

■ Moctar Sow

# Projet Paix par la Santé : Partage d'expériences entre les quatre districts d'intervention



La cérémonie d'ouverture de l'atelier de partage d'expériences des quatre districts d'intervention du projet Paix par la Santé (Tenenkou, Youwarou, Macina et Tominian) s'est tenue le mercredi 9 août 2023 à l'hôtel Mandé. L'objectif général de cet atelier interdistricts est de partager les expériences spécifiques de chaque district afin d'harmoniser la compréhension des parties prenantes sur la méthodologie de l'initiative Paix par la Santé.

Le projet Paix par la Santé, mis en œuvre conjointement par le ministère de la Santé et du Développement Social du gouvernement malien et le Centre Carter (TCC), est une initiative visant à utiliser les services de santé comme point d'entrée pour la construction d'une paix à long terme. Le projet se concentre sur l'établissement de relations entre les communautés locales et les principaux fournisseurs de services gouvernementaux, y compris le ministère de la Santé, et offre à toutes les parties des opportunités cohérentes sur les questions de sécurité, de

sensibilité au genre, de santé mentale et de santé publique.

Cet atelier offre une occasion unique de rencontres entre les membres des réseaux des quatre districts pour échanger et partager leurs expériences.

Lors de son intervention, Moussa Sadi, représentant pays du Centre Carter, a rappelé que la mission du Centre Carter est d'être transparent, compatissant et engagé à construire un lieu de travail qui valorise la diversité et favorise l'équité, l'inclusion et le respect de tous. Le Centre Carter a contribué à améliorer la vie de personnes dans plus de 80 pays en résolvant des conflits, en faisant progresser la démocratie, les droits de l'homme et les opportunités économiques, en prévenant les maladies et en améliorant les soins de santé mentale.

Il a également précisé que dans la région du centre du Mali, le Centre Carter travaille à transformer le conflit et à améliorer l'ac-

cess aux services essentiels en utilisant l'approche révolutionnaire de la Paix par la Santé, qui se base sur les services de santé comme point d'entrée pour la consolidation de la paix à long terme. Cette approche communautaire, axée sur l'organisation de sessions de dialogue entre les communautés locales et les responsables gouvernementaux autour de préoccupations communes en matière de santé, permet de planifier des ensembles d'activités de santé publique tout en renforçant les compétences des participants en matière de résolution des conflits. À son tour, le représentant de l'ambassadeur du royaume de Belgique au Mali, Nicolas Demartin, a souligné que la question de la santé est un élément essentiel de la dignité. Faire le lien entre la santé et la paix est susceptible de dépasser les intérêts immédiats des parties en conflit et de favoriser un dialogue propice à la consolidation de la paix. Ainsi, il a assuré que son pays est très heureux de soutenir l'initiative "Paix par la Santé" dans le centre du Mali. "La paix étant une priorité absolue pour nous, en contribuant à la prévention, à la médiation et à la résolution des conflits, le royaume de Belgique participe à la construction de situations de paix durables", a-t-il avancé. "La recherche de la paix est l'affaire de tous. Elle nécessite des alliances et des partenaires. Aucun pays n'est assez fort pour apporter la paix seul. En travaillant ensemble, nous pouvons être plus forts, plus persuasifs et obtenir de meilleurs résultats", a préconisé Nicolas Demartin. De son côté, le représentant du ministère de la Santé et du Développement Social a rappelé que depuis la crise sociopolitique de 2012, notre pays a connu de sérieux problèmes d'accessibilité dans certaines parties de notre territoire en raison de l'insécurité. C'est pourquoi, au niveau du département de la santé, il était nécessaire de mettre en place des approches novatrices, telles que le soutien au projet "Paix par la Santé".

■ Maffenin Diarra

# La dernière remise des lots aux gagnants de la Tombola : Canal+ Mali fait plaisir à ses abonnés !



Les responsables de Canal+ Mali ont procédé le mercredi 9 août 2023 à la dernière remise des lots de la tombola festival aux lauréats. L'objectif était de donner le sourire aux abonnés. Les lauréats ont reçu leurs motos en présence d'une pléiade d'hommes de médias.

Pour ce dernier tirage, 12 abonnés ont eu la chance de remporter chacun une moto. Parmi ces 12 gagnants, 3 personnes étaient présentes à cette cérémonie de remise qui fera date. Il faut rappeler que ce tirage concernait les clients qui ont renouvelé leurs abonnements en ajoutant la somme de 2000 F au prix de leur formule initiale entre le 3 et le 31 juillet 2023. Il est à souligner que cette tombola a pris fin le 31 juillet 2023. Les gagnants qui ont reçu leurs motos sont : Adama Sanogo, Kassoum Tounkara et Adama Koita. Il est important de préciser que les autres gagnants ont un délai de 10 jours pour récupérer leur lot. Passé ce délai, ils perdront

leur privilège. On pouvait lire la joie et la satisfaction sur le visage de tous les gagnants.

Le principe est que l'abonné doit simplement ajouter 2000 FCFA à sa formule initiale pour bénéficier d'un abonnement supérieur à sa formule pendant 30 jours. Par exemple, si l'abonné ajoute 2000 FCFA à sa formule "accès" qui coûte 5000 FCFA, cela fait un total de 7000 FCFA, et il aura alors la formule "accès +" qui coûte normalement 15000 FCFA. Tout cela a été fait pour faire plaisir aux abonnés. Juste après le réabonnement, l'abonné est inscrit à la tombola. Chaque jour, il y a une moto à gagner. Les tirages sont effectués chaque semaine.

Avant de remettre les lots aux gagnants, le chargé de communication de Canal+ Mali, Idrissa Traoré, a remercié et félicité les abonnés pour leur fidélité et surtout pour leur confiance envers Canal+. Il en a profité pour faire savoir que l'objectif de cette tombola

est de faire plaisir aux abonnés de Canal+ Mali en particulier, et à tous les Maliens en général. Canal+ Mali a décidé de partager ses dividendes en organisant périodiquement des tombolas. Pour participer à la tombola, il suffisait simplement de se réabonner à la formule en ajoutant la somme de 2000 F pour être automatiquement inscrit. Il est prévu un lot par jour. Le prix du décodeur a été revu à la baisse. Le décodeur est maintenant disponible à partir de 5000 F CFA à partir de la formule de base. Il a été annoncé que dans le cadre des activités en cours, une tombola intitulée "Festival Tombola" a été lancée le 3 juillet 2023 et se terminera le 3 août 2023.

Très satisfait d'avoir été parmi les heureux gagnants de cette tombola,

Kassoum Tounkara affichait une grande satisfaction sur son visage. C'était l'occasion pour lui de manifester sa joie. Avec un sourire agréable, il a expliqué qu'il n'avait pas cru lorsque les agents de Canal+ l'ont appelé pour lui annoncer la nouvelle. Il a fallu que l'agent le rassure en lui fournissant toutes les informations nécessaires. Selon lui, de nos jours, il y a des escrocs qui utilisent les mêmes techniques pour tromper les gens. Il a remercié Canal+ Mali pour cette belle initiative qui contribue à renforcer la confiance et la fidélité. Il a invité tous les abonnés à renouveler leur abonnement et à avoir confiance en les tombolas de Canal+ qui se déroulent en toute transparence.

Le point culminant de cette cérémonie a été marqué par la remise symbolique des motos.

■ **Ibrahim Sanogo avec Mamadou Komina, stagiaire**



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# HUMANITAIRE : L'ambassade de Chine au Mali fait des dons alimentaires au village de Gombala



L'ambassade de Chine au Mali, en partenariat avec l'Association AL BARKA, a procédé le mardi 8 août 2023 à une remise de dons alimentaires au village de Gombala, dans la région de Koulikoro. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de consolidation de l'amitié entre le Mali et la Chine.

Le don destiné aux familles du village de Gombala est composé de 170 kits alimentaires, contenant chacun 5 kilos de riz, 5 kilos de farine, 5 litres d'huile, 700 grammes de sel et 1 kilo de sucre. Ce don, bien que modeste, témoigne de la grande solidarité entre le Mali et la Chine.

Dans son discours, CHEN Zhihong, Ambas-

sadeur de Chine au Mali, a souligné que la Chine est pleinement consciente des défis auxquels le Mali est confronté en matière de sécurité alimentaire. C'est pourquoi elle s'est engagée à soutenir le développement agricole du Mali en envoyant des experts agricoles pour partager leurs connaissances et leurs meilleures pratiques en matière d'agriculture avec les Maliens.

De plus, l'ambassadeur de Chine au Mali a précisé que la Chine a récemment fait un don de près de 2000 tonnes de riz au gouvernement malien pour l'aider à lutter contre la pénurie alimentaire. Il a ainsi déclaré que "C'est dans la difficulté que l'on reconnaît ses vrais amis".

Dans cet esprit, il a souligné que la Chine et le Mali sont deux vieux amis et que, en tant qu'ami et partenaire stratégique, la Chine se doit de soutenir le Mali. Pour ce faire, il a affirmé qu'un accent particulier doit être mis sur la détermination politique et les actions concrètes. CHEN Zhihong a déclaré que la Chine continuera de travailler avec le Mali pour réaliser un développement partagé et promouvoir la construction d'une communauté de destin Chine-Mali de haut niveau.

À lire en encadré l'intégralité du discours de l'Ambassadeur de Chine au Mali

Siguéta Salimata DEMBELE

# Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, à la cérémonie de remise d'un don alimentaire au village de Gombala ( le 8 août 2023 à 9H30, au village de Gombala)

Monsieur le Maire de la Commune,

Monsieur le Chef du Village,

Madame la présidente de l'Association  
AL BARKA,

Mesdames et messieurs, chers amis,

Bonjour ! Annissoroma !

C'est avec un grand plaisir que je suis  
revenu au village de Gombala, accom-  
pagné de Madame la Présidente de  
l'Association AL BARKA. Ça fait presque  
un an depuis l'inauguration de l'école  
fondamentale, je me souviens encore  
le jour où nous avons dansé ensemble,  
j'ai senti l'hospitalité que vous avez bien  
voulu nous réserver, l'amitié profonde  
que vous nous avez témoigné. C'est l'un  
des meilleurs souvenirs que j'ai gardé

au Mali.

Aujourd'hui, je suis heureux de remettre  
au nom de l'Ambassade de Chine un  
don alimentaire à chaque famille du  
village de Gombala. Il s'agit de 170  
kits alimentaires, qui contient chaque  
5 kilos de riz, 5 kilos de farine, 5 litres  
d'huile, 700 grammes de sel et 1 kilo de  
sucre. C'est un don modeste, mais qui  
démontre la grande solidarité entre non  
deux peuples.

Mesdames et Messieurs, Chers amis,

C'est dans la difficulté qu'on reconnaît  
les vrais amis. En tant qu'ami sincère  
et partenaire stratégique du Mali, la  
Chine est pleinement consciente des  
défis auxquels votre pays est confronté  
en matière de sécurité alimentaire.  
C'est pourquoi la Chine s'est engagée à

soutenir le développement agricole du  
Mali. Nous avons envoyé des experts  
agricoles pour partager avec vous  
nos connaissances et nos meilleures  
pratiques sur l'agriculture. De plus, nous  
avons récemment fait un don de près de  
2000 tonnes de riz au gouvernement ma-  
lien pour l'aider à lutter contre la pénurie  
alimentaire.

Avec la détermination politique et les  
actions concrètes, la Chine continuera  
de travailler avec le Mali pour réaliser  
un développement partagé et promou-  
voir la construction d'une communauté  
de destin Chine-Mali de haut niveau !

Je vous remercie.

# Lettre à grand-père : Les trois pierres angulaires d'un état

**L**her grand-père, aujourd'hui, nous allons parler des trois pierres angulaires d'un Etat. Oui les pierres sur lesquelles se fondent forcément un Etat. Il s'agit : du parquet général, du renseignement général et de l'Etat-major général. L'Etat est cette puissante personnalité morale qui représente les pays, les populations et les territoires. Les trois pierres sur lesquelles se bâtissent nos Etats modernes.

Oui grand-père ! Pour un Etat, il faut trois composantes, selon plusieurs théories. Un territoire, une population et un pouvoir. Oui grand-père, jadis, le territoire, la population et aussi le pouvoir, étaient tous les 3 gérés par le fait du hasard. Les décrets d'un Être supérieur. Cet Être était celui qui faisait en sorte que l'on naisse sur un territoire et que l'on soit membre d'une population. Et en plus de cette population et ce territoire, le pouvoir était aussi au bon vouloir de cet Être. Il le donnait à qui il veut.

Mais cher grand-père, cela fait deux siècles, 200 ans aujourd'hui, que le monde ne laisse plus le pouvoir à une gestion irrationnelle des choses. La naissance et la force, qui furent jadis les deux plus grands critères de décider à la place des hommes, ont été remplacés par la rationalité. L'homme qui gère est désormais choisi. Les modes par lesquels il doit gérer sont élaborés et à son tour, celui qui gère devient sujet de droit.

Et ainsi l'Etat de droit, démocratique et républicain commençait à naître. Les règles étaient fixées, les acteurs étaient choisis et le fonctionnement était jugé pour un bilan bon ou mauvais.

L'Etat démocratique, où celui qui a le pouvoir respecte et cherche à satisfaire celui qui lui

a donné le pouvoir : le peuple. Et désormais, on dit selon Abraham Lincoln, du peuple, car c'est lui qui donne mandat, pour le peuple, car c'est lui que l'on satisfait et par le peuple, c'est lui qui vote. La démocratie.

Et cette démocratie a trois pierres angulaires sur lesquelles viendront se bâtir les institutions et le fonctionnement de l'Etat. Le renseignement qui donne valeur à la science (l'éducation), à l'information (connaissance), à l'économie (l'intérêt général). C'est-à-dire, la Sécurité d'Etat. Le tout. L'intemporel et le hors norme. L'Etat, sa raison d'être et son existence. C'est de savoir, d'anticiper, d'éviter ou de solutionner tout de l'Etat.

Ensuite vient le parquet général. Le droit, l'ordre, la quiétude. La légalité. Les textes. La pénologie et le juridisme. L'entrée en le droit.

Le juridictionnel. L'assurance et l'espoir. Oui grand-père, celui qui avait le pouvoir n'avait plus tout le pouvoir.

Le parquet était le gardien de l'ordre. Il dirigeait la contrainte et l'oppression. Il est la force avec la loi devant le droit. Le gardien de l'ordre et le protecteur de la démocratie. Entre réquisitoire et réquisition.

Et au final, l'Etat-major général des armées, le militaire. Le feu. La défense. Le rempart. L'Armée. Là, c'est la colonne vertébrale. Quand le renseignement et l'ordre ne contiennent plus, qu'Allah nous en préserve, c'est la défense. Et c'est sur ces trois pierres que doit se bâtir l'édifice d'Etat. La personnalité morale d'un pays. Et cela, avec science et conscience mais jamais l'ignorance.

A mardi prochain pour 208e lettre. Amine !

Lettre de Koureichy

Source: Mali Tribune



# COMMUNE 4 DU DISTRICT : Le Kilimandjaro se vide, la population s'indigne



Depuis environ deux mois, la capitale malienne fait face à des problèmes de gestion des déchets. Plus précisément, en commune 4, la situation est assez complexe car la plupart des devantures des maisons sont envahies par les déchets. Les responsables du ramassage des ordures dénoncent cette situation, mais certains jeunes en profitent. Ils font du porte-à-porte pour collecter les déchets et les jettent au milieu des rues ou dans les canalisations.

"L'odeur des ordures est insupportable", "nous ne savons plus où jeter nos déchets", "l'insalubrité nous dérange", ce sont quelques-unes des plaintes que nous entendons quotidiennement dans les quartiers de la commune 4 du district de Bamako. Il n'est plus un secret pour personne que depuis quelques mois, la commune 4 de Bamako manque d'une décharge permanente. Cette situation est la conséquence logique du réaménagement du Kilimandjaro de Lafiabougou, initié par certaines personnes bien intentionnées.

Pour mieux comprendre cette situation alarmante, nous avons visité la décharge en question. Les informations que nous avons recueillies sur place laissent penser que les

collecteurs n'ont plus la possibilité de décharger leurs déchets. Sous couvert d'anonymat, un transporteur nous a indiqué que depuis le début du réaménagement, le problème de la décharge persiste dans la commune 4. En effet, les personnes en charge des travaux d'aménagement et les habitants locaux empêchent les transporteurs de décharger les ordures. "Nous rencontrons actuellement d'énormes difficultés dans notre travail. Les clients ne cessent de se plaindre. Et une fois que nous avons collecté les ordures, nous avons du mal à les décharger", se plaint-il.

Ce problème dénoncé par notre précédent intervenant est courant dans la commune 4. Ainsi, pour soulager les familles, des jeunes se déplacent la nuit pour proposer leurs services de collecte des ordures. Munis de sacs de charbon, ils proposent des prix exorbitants pour vider les poubelles. Et comme toute personne dans le besoin, de nombreuses familles n'hésitent pas à accepter les prix proposés par ces faux collecteurs. C'est une réalité attestée par Assétou Diarra, une habitante de Sébénikoro. Selon elle, ces jeunes sont assez fréquents dans son quartier. "Ils viennent régulièrement frapper à nos portes pour nous proposer leurs services. Mais en

réalité, ils prennent nos ordures pour les déverser dans les canalisations et sur les routes. Et ce n'est que le lendemain que les gens s'en rendent compte", affirme-t-elle. Pour cette jeune femme, nous assistons à une aggravation de l'insalubrité dans la capitale. Tout comme Assétou, Abdoulaye Togo, également habitant du quartier, avoue être victime du même problème. D'après ses explications, des jeunes lui ont joué le même tour. "Je leur ai donné de l'argent pour qu'ils vident ma poubelle. Mais à ma grande surprise, j'ai constaté qu'ils avaient déversé mes déchets en plein milieu de la route qui longe ma maison", explique-t-il.

Vous comprendrez que l'insalubrité règne actuellement à Bamako et la situation se complique davantage dans la commune 4. Faute d'une décharge finale, les gens déversent leurs ordures un peu partout. Cette situation rend les routes impraticables. De plus, lorsqu'il pleut, une puanteur nauséabonde envahit les routes. Selon nos interlocuteurs, il est grand temps de trouver une solution pour gérer les déchets, sinon la capitale risque d'être totalement envahie par les déchets.

Siguéta Salimata DEMBELE

# Au Niger : La junte est portée par la colère contre une « démocratie malade »

Les putschistes capitalisent sur la rancœur des Nigériens accumulée contre le népotisme, la corruption et les atteintes aux libertés présents au sein des gouvernements précédents.

Les villas, somptueuses, s'étendent à perte de vue. Toits-terrasses, porches soutenus par des colonnes sculptées, résidences si grandes qu'on peine à compter le nombre de portes et de fenêtres... Bâties dans un quartier situé à la périphérie ouest de Niamey, la plupart de ces édifices de standing sont encore en construction, avec béton apparent et tas de briques au sol. Mais, dans un pays où le salaire minimum des travailleurs dépasse à peine les 45 euros par mois, l'identité des propriétaires n'est un mystère pour personne.

« Ce sont ceux qui ont eu le pouvoir pendant plus de dix ans, répond d'emblée Mounkaila

Halidou, secrétaire général de la Confédération nigérienne du travail (CNT). Toutes ces constructions ont été réalisées par des fonctionnaires avec de l'argent dérobé à l'Etat. Ils en ont tellement qu'ils construisent ces villas sans même y habiter. » Les Nigériens ont même donné un surnom au quartier : « Qui n'a pas volé ».

Avant l'arrivée au pouvoir de l'ex-président, Mahamadou Issoufou, en 2011 – le prédécesseur de Mohamed Bazoum, renversé par le général Abdourahamane Tiani le 26 juillet et, depuis, retenu en otage –, il n'y avait là que des champs. Aujourd'hui, les constructions ont chassé toute verdure, et il se murmure, dans les larges rues de terre, que la plupart d'entre elles appartiennent à des cadres du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), le parti au pouvoir avant le putsch.

A l'intérieur d'une des nombreuses boutiques vendant du matériel de construction, Issa Arzaka Souley, le patron, a la mine des mauvais jours. A ses côtés, un employé somnole, tandis qu'à l'entrée trois autres attendent désespérément les clients, devant un tas de ferraille qui frôle le plafond du magasin. « Il y a une chute drastique du marché », déplore le commerçant qui voyait, avant le coup d'Etat, « défiler les clients à longueur de journée ». Alors qu'ils avaient leurs habitudes dans le quartier, les cadres du PNDS se font discrets, de crainte d'être traqués par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, l'organe dirigeant de la junte qui a fait arrêter, au cours des derniers jours, huit responsables du régime déchu, selon le parti.

Ce n'est pas Souleymane Djibo Maliki qui va s'en plaindre. Ce Nigérien de 34 ans, rencontré au stade Général-Seyni-Kountché, le 6





août, au milieu d'une foule de 35 000 personnes favorables au putsch, fait partie de ceux qui « préfèrent les militaires à une démocratie malade ». Même si cela implique de se mobiliser pour « défendre le pays contre la menace d'intervention militaire agitée par la Cedeao [Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest] ».

### « L'étouffement de nos droits »

La rancœur est profonde et, bien qu'il ait été l'un des proches parmi les proches de l'ancien président Issoufou, le général Tiani capitalise dessus. Lors de son allocution télévisée du 2 août à la télévision nationale, le chef des putschistes ne s'est pas contenté de dénoncer le bilan sécuritaire du gouvernement renversé. Il a égrené « les problèmes, devenus désormais endémiques, de corruption généralisée et d'impunité, de gabegie, de détournement des deniers publics, de clanisme partisan, de radicalisation des opinions et oppositions politiques, d'atteintes aux droits et libertés démocratiques, de dévoiement du cadre étatique au profit des in-

térêts privés et étrangers, d'école en crise et d'effondrement de [leur] système de santé ».

Les arguments présentés pour justifier le coup d'Etat ont beau être biaisés, les maux décrits sont une réalité enfouie sous un vernis qui s'écaille à mesure que la parole se libère. Pour les Occidentaux, à commencer par la France, le Niger apparaissait comme un « exemple pour la démocratie », selon la formule d'Emmanuel Macron, en 2020. « De quelle démocratie parlent-ils ? Nous, Nigériens, n'avons vécu que l'étouffement de nos droits fondamentaux et vu la corruption et l'enrichissement illicite atteindre des sommets pendant plus de dix ans », s'offusque Elhadji Idriss Abdou. Certes, reconnaît le vice-coordonateur de l'ONG Alliance pour la paix et la sécurité, le président Bazoum a « essayé d'améliorer la situation ». Toutes les personnes interrogées le concèdent. « Mais il n'avait pas les mains vraiment libres, poursuit le militant, car, en réalité, le PNDS et Mahamadou Issoufou décidaient beaucoup pour lui. Les Nigériens ont retenu le système qu'il incarnait et non ses actes. »

M. Abdou affirme avoir été plusieurs fois menacé par des « personnes du PNDS », parce qu'il dénonçait la mauvaise gouvernance de la présidence Issoufou, et plus particulièrement le système de privatisation et de location à prix d'or de certains édifices publics, dont les murs appartiendraient à des cadres du parti. Le Centre national de traitement et d'édition du permis de conduire, situé dans le quartier du Plateau, à Niamey, est l'un des exemples les plus criants de ce « système de surfacturation », selon M. Abdou. Le bâtiment de deux étages appartiendrait en partie à un ancien ministre. « Quand il a été nommé, l'Etat lui a octroyé le permis de construire. Puis il a loué le bâtiment à son ministère », affirme encore le militant. La fabrication des nouveaux permis biométriques aurait également été attribuée à l'entreprise du beau-fils du ministre.

### Le régime « PAC »

Ce népotisme présumé du pouvoir déchu, les Nigériens l'ont baptisé le régime « PAC » pour « parents, amis, connaissances ». Et

Le fils du président Issoufou, Mahamane Sani Mahamadou, en est l'une des incarnations. Directeur de cabinet de son père pendant un temps, il fut propulsé au poste stratégique de ministre du pétrole et de l'énergie au lendemain de l'arrivée au pouvoir du président Bazoum. Placé en résidence surveillée, après son arrestation par la junte, le 31 juillet, selon le PNDS, il figurait, en 2022, parmi les personnalités politiques en fonctions les plus riches du Niger, selon un rapport de la Cour des comptes, consulté par Le Monde. Sa déclaration de patrimoine s'élevait à 1,8 million d'euros.

Cette année-là, le gendarme des finances nigérien a recensé à ses côtés neuf autres millionnaires ayant déclaré des fortunes allant de 1,2 million à 15 millions d'euros. Tous appartiennent au PNDS ou à un parti l'ayant soutenu. La déclaration de patrimoine du président Bazoum s'élevait quant à elle à 631 000 euros. En 2020, celle de Mahamadou Issoufou était de 3,6 millions d'euros.

Assis à l'ombre d'un arbre au foyer de l'université de Niamey, Bakin Batouré Almoustaïpha dit soutenir le putsch, mais s'interroge : le général Tiani, qui s'est autoproclamé chef de l'Etat, va-t-il vraiment réformer la gouvernance ? « Si les militaires poursuivent la même dynamique de corruption, d'injustice et de népotisme, ils subiront le même sort que leurs prédécesseurs », met en garde le secrétaire général de l'Union des étudiants nigériens de l'université de Niamey. « Ce n'est pas le coup d'Etat en tant que tel que la jeunesse a soutenu, souligne le syndicaliste de 32 ans, c'est le changement qu'il a amené, qui a mis fin à la frustration profonde d'un peuple vis-à-vis d'un régime qui n'était pas un Etat de droit et nous empêchait de manifester, de nous exprimer librement. »

## Scandale financier

Moins médiatisé que l'attaque contre l'enceinte de l'ambassade de France, le 30 juillet, le saccage du siège du PNDS, à Niamey, par

les manifestants proputschistes, au lendemain du coup d'Etat, est révélateur de cette colère. Une trentaine de voitures calcinées se trouvent encore devant l'imposante villa de plusieurs étages. Le portail en fer a été dé-sossé, les nombreuses fenêtres brisées. Au sol gisent des restes de comptes rendus de réunion et des cartes de membre, déchirées ou brûlées.

Les Nigériens ont gardé en mémoire l'affaire du ministère de la défense, plus gros scandale financier présumé de l'ère Issoufou, révélé en février 2020, après la diffusion d'un rapport de l'inspection générale des armées sur le contrôle de ses marchés publics. Matériel sécuritaire non livré, surfacturations : le document établit un manque à gagner de plus de 115 millions d'euros entre 2017 et 2019, à une période où les soldats nigériens tombaient par dizaines au combat, face aux groupes djihadistes.

Les acteurs de la société civile ont sommé la justice de faire toute la lumière sur ce scandale d'Etat. Parmi eux, Mounkaila Halidou. Le militant, alors secrétaire général du syndicat d'enseignant Synaceb, a tenté d'organiser une manifestation, le 15 mars 2020. Ce jour-là, raconte-t-il : « Les forces du maintien de l'ordre ont tiré dans un marché. Les boutiques ont pris feu et trois personnes sont mortes calcinées. Je me suis fait arrêter. » Poursui-

vi avec deux militants pour, entre autres, « organisation d'une manifestation interdite » et « homicides involontaires », il a croupi six mois en prison. Ce sont les Etats-Unis, dit-il, qui ont permis sa libération et celles de ses camarades, en la posant comme condition à l'octroi d'une aide gouvernementale. La France, déplore-t-il, « n'a jamais rien dit publiquement ».

C'est l'un des principaux reproches adressés à Paris par Maman Sani Malam Maman, le secrétaire général du Moden-Fa Lumana, le principal parti d'opposition nigérien. « Pour la France, regrette-t-il, les militaires au pouvoir sont illégitimes, mais un président qui représente un système qui a mis en prison ses opposants, bâillonné son peuple et a volé de l'argent comme des élections, est légitime simplement parce qu'il défend les intérêts français. » Hama Amadou, le chef du Moden-Fa Lumana, vit toujours en exil, après avoir dû faire campagne en prison contre Mahamadou Issoufou, en 2016, puis été déclaré inéligible, et donc écarté de la course à la présidentielle contre Mohamed Bazoum, cinq ans plus tard. Et la France, peste Maman Sani Malam Maman, « a dit que les élections s'étaient bien passées ».

Par Morgane Le Cam (Niamey, envoyée spéciale)

Source : le monde.fr



# Sénégal : L'insubmersible Ousmane Sonko dans un état dégradant



Le jeune leader de l'opposition sénégalaise (49 ans) Ousmane Sonko a été admis aux urgences de l'hôpital Principal de Dakar (capitale du pays). La "coqueluche" de la jeunesse sénégalaise, farouche adversaire du régime Macky SALL a entamé une grève de la faim depuis le 30 juillet dernier.

Un supplice de plus. Après autant de brimades subies allant des interpellations judiciaires à sa séquestration qui a duré plus d'un mois, Ousmane SONKO a entamé une grève de la faim depuis le 30 juillet dernier, deux jours après son arrestation, puis conduit à la prison de Sébikotane. Le candidat dé-

claré de la présidentielle de février 2024, investi sous la bannière du PASTEF (Parti des Patriotes) livre sous des branchements de perfusion un combat sans merci contre le pouvoir. Depuis 2021, il est mis en cause par la justice dans une affaire de viol qu'il qualifie de « complot pour son élimination politique » aux prochaines joutes présidentielles de 2024. Après plusieurs épisodes meurtriers de contestation populaire, Ousmane Sonko qui jouit d'une cote de popularité fulgurante auprès des couches juvéniles et déshéritées n'entend point abdiquer et sacrifier les leurs d'espérances qu'il charrie avec constance, courage, persévérance, depuis son entrée

sur la scène politique au Sénégal. Ce lundi, il signe son dixième jour de prison. Il a décidé de ne plus manger, un quasi-code d'honneur qu'il s'est fait et qui est à l'origine de son état de santé dégradant.

Le PASTEF dit tenir les autorités pour « responsables » de sa santé. La maman de Ousmane SONKO déboussolée et très inquiète de son état de santé lui demande de manger pour se rétablir et continuer son combat politique.

Par Anta WADE et Hippolyte GOURMANTIER  
(Confidentiel Afrique)

# Invalidation de la candidature de Salaha Baby : Manœuvre politique

L'invalidation de la candidature de Salaha Baby à la présidence de la Fédération malienne de football (FEMAFoot) a attiré l'attention de l'opinion nationale lors d'une conférence de presse tenue le dimanche 6 août. Cependant, cette décision est vivement contestée par le camp de Salaha Baby, qui affirme qu'elle est le résultat d'une manipulation politique plutôt que d'arguments solides.

Les élections pour la présidence de la FEMAFoot ont été entachées de manipulations par le passé, et c'est ce que dénonce avec vigueur le camp de Salaha Baby. Ils affirment avoir été injustement exclus de la course à la présidence, principalement en raison d'une affaire de double parrainage impliquant l'AS Alençon de Koutiala. La controverse tourne autour du parrainage de la liste Salaha Baby

par M. Issa Coulibaly, président fondateur de l'AS Alençon de Koutiala.

Cependant, ce parrainage est contesté par Aliou Mohamed Diarra, qui revendique lui aussi la présidence du club. En conséquence, la Commission d'Appel des élections de la Fédération malienne de football a décidé d'invalidier la candidature de Salaha Baby le 4 août 2023.

Le camp de Salaha Baby dénonce cette invalidation comme étant le résultat d'un complot visant à favoriser une candidature unique en faveur du président sortant, Mamoutou Touré, surnommé Bavieux. Selon M. Abba Mahamane, membre de la liste Salaha Baby, aucun motif juridique ne justifie cette invalidation. Il estime que la décision va à l'encontre du principe de contradiction,

qui aurait dû impliquer une consultation du candidat Salaha Baby ainsi que du président d'Alençon. Il affirme que c'est une manœuvre pour les exclure de la course.

Dans le but de dissiper toute confusion quant à la direction de l'AS Alençon de Koutiala, M. Issa Coulibaly a présenté des preuves attestant de son statut de président fondateur du club. Il rejette ainsi la prétention d'Aliou Mohamed Diarra à la présidence. Malgré cela, la Commission d'Appel des élections de la Fédération malienne de football maintient sa décision, ce qui soulève des interrogations sur le processus électoral et la transparence au sein de la FEMAFoot.

Face à cette situation, il est nécessaire que les autorités de la transition s'impliquent dans ce problème qui risque de compromettre l'intégrité des élections à la présidence de la FEMAFoot. Il est essentiel de faire la lumière sur cette affaire et de garantir un processus électoral transparent et équitable pour préserver l'intégrité du football malien.

La rédaction





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Rester tranquille dans votre journée vous intéresse ! Seulement vos collègues sollicitent beaucoup. Il faut être partout sur tous les fronts. Vous pouvez avancer grâce à votre réactivité. Une tâche peut être amorcée. Il est conseillé de rester concentré.

Si un de vos proches demande de l'argent, limitez le prêt. Il y a un piège possible. Les frais peuvent partir dans des loisirs. Les gadgets liés au véhicule sont vos dépenses principales. Vérifiez le prix. Privilégiez les paiements à plusieurs fois.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Un revers du destin pourrait chambouler vos projets dans votre sphère d'activité et par effet domino, saper un travail de longue haleine. En prenant réellement conscience de cette possibilité, vous pourrez élaborer une stratégie pour contrer ce problème.

Dans le domaine financier, vous chercherez le juste milieu. Loin de dépenser à tort et à travers, vous vous efforcerez néanmoins d'améliorer votre confort, votre bien-être et celui de vos proches, sans radinerie, mais en pratiquant le juste prix.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

L'occasion est venue de faire table rase du passé. Tout bouge dans le domaine de vos affaires professionnelles, vous avez les cartes en main si vous visez un projet ou si vous créez votre entreprise. Les astres protègent vos actions.

Votre situation financière n'a rien de catastrophique, par contre elle demande une certaine surveillance. Mieux vaut prévenir que guérir, aujourd'hui si la chance et la confiance se présentent, c'est pour préserver votre équilibre financier.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Bien déterminé à prouver vos compétences, vous vous retrousserez les manches. Vous serez tellement concentré sur votre tâche que vous ne verrez pas le temps passer. Satisfait de votre productivité, vous partirez du bureau, tranquille et satisfait.

Vos dépenses se limiteront à vos besoins quotidiens. Vous n'aurez pas la tête à penser à vos finances et encore moins celle à effectuer des achats. Il y en aura au moins un qui se révélera indispensable, mais il pourra bien attendre le lendemain.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous travaillez d'arrache-pied. Une tâche sous des délais brefs se présente. Vous aimez prendre les initiatives. On aime votre présence. La journée vous donne la possibilité d'évoluer. Une promotion est en cours. Un rendez-vous avec un chef est possible.

Les frais sont couverts par les revenus. La stabilité est au rendez-vous. Elle vous aide à affronter la vie avec sérénité. Seulement, vous bouillonnez d'impatience pour dépenser bien plus ! Des articles liés à la décoration vous attirent terriblement !



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

D'accord, le Soleil qui régnera sur vos activités ne vous fera pas de cadeaux, mais vous aurez du répondant. Vous aurez un mental solide et une bonne dose de patience pour mettre de côté ce qui bloquera et privilégier les dossiers mieux à même d'aboutir.

Vous serez plutôt raisonnable et pas du genre à déraper facilement. Et quand bien même, ce serait le cas, on vous fera confiance pour redresser rapidement la barre, quitte à donner des consignes précises à votre entourage si vous vivez en famille.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous aimeriez faire des plans sur le long terme, mais vous ne vous en sentez pas capable, en tous les cas, pas encore. Vous pouvez vous appuyer sur un projet fiable, une évolution pointe son nez, du côté du travail les choses s'améliorent.

Ami Balance, vous n'êtes pas à l'abri des turbulences provoquées par certaines planètes. Méfiez-vous, les problèmes seront vite arrivés, une gestion irréprochable vous permettra de pallier ce genre de situation. Il faut agir dans l'urgence.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Mercury multipliera les occasions de vous donner la parole pour faire passer vos messages ou imposer vos idées. Vous pourriez profiter d'un tour de table pour vanter vos mérites et décrocher une mission qui ne vous était pas destinée au départ.

Si vous estimez ne pas être rémunéré à votre juste valeur, il vous appartiendra de monter au créneau pour faire valoir vos mérites. Attendre les bras croisés ne produira aucun effet sur vos finances. Vous devrez attaquer de front pour remporter la mise.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous appréciez de faire plaisir à vos collaborateurs. Il y a une désorganisation importante dans votre service. Il est bon de faire un point pour adapter une nouvelle méthode ! Un processus de travail nouveau est en marche. Il peut déclencher une réunion.

Il faut être encore prudent. Vous aimez les belles choses. Vous pourriez craquer pour un article lié au soin. Vénus en Gémeaux vous rend sensible à votre look. Vous pouvez faire un achat pour la garde-robe. Vérifiez les différents prix, avant de payer.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous aurez envie de passer à la vitesse supérieure et vous ne ménagerez pas vos efforts pour concrétiser vos ambitions. Tout sera certes compliqué, mais justement, cela sera l'occasion pour vous de relever des défis et vous y mettrez tout votre courage.

Vos comptes afficheront certes grise mine, mais pour autant, vous ne leur ferez pas la tête, bien au contraire. Vous chercherez par tous les moyens à redresser une situation financière en berne. Vous aurez une idée qui demandera à être vérifiée.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Les propositions professionnelles sont d'actualité, la journée s'annonce bien. Aujourd'hui, vous restez concentré sur vos objectifs, s'il faut faire des heures supplémentaires, ce n'est pas un problème, votre but premier c'est d'évoluer. Auriez-vous dépassé les limites financièrement ? Attention, aujourd'hui vous n'échapperez pas à l'appel du banquier. Si vous ne voulez pas avoir de problème, il est grand temps de redresser la barre. Vivre au-dessus de vos moyens est une mauvaise idée.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Mars dans votre signe vous poussera à vous imposer sans avoir besoin d'élever la voix dans votre secteur d'activité. Vous surmonterez les obstacles en misant sur l'action. Cela vous réussira plutôt bien et vous serez félicité pour votre travail.

Uranus pourrait vous octroyer un certain confort financier. Vous récupérerez de l'argent que l'on vous devra d'une façon inattendue ou vous ferez fructifier des valeurs. Quelques pistes possibles et rentables se présenteront et vous saurez en tirer parti.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com